Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel nº 456 • janv.-févr. 2016 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

COP21

Seule une révolution mondiale peut empêcher le capitalisme de détruire la planète

“*Les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète* (…). *Ils nécessitent donc la coopération la plus large possible de tous les pays ainsi que leur participation dans le cadre d'une riposte internationale efficace et appropriée, en vue d'accélérer la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre* (…)*”*[1]. L'accord “historique” trouvé “à la dernière minute*”* ne mâche pas ses mots : la planète est en danger, l'heure de la réaction internationale a sonné ! Et le Premier ministre anglais d'affirmer : “*Cet accord sur le changement climatique est significatif. Nos petits-enfants sauront que nous avons fait notre devoir pour garantir l'avenir de notre planète”*. Évidemment, la réalité est toute autre…

Un rideau de fumée toxique

Il est vrai que par le passé, les “décideurs” ont parfois pu se mettre d'accord ponctuellement. L'accord de Montréal en 1987 avait, par exemple, acté l'arrêt de l'utilisation des gaz fluorés stables et surtout peu coûteux qui avaient provoqué un trou dans la couche d'ozone. Cette décision fut efficace puisque, aujourd'hui, la couche d'ozone s'est renforcée.

La bourgeoisie a intérêt à avoir sous la main des ouvriers suffisamment en bonne santé pour être capables de travailler et de se reproduire ; comme elle a intérêt à avoir une nature sous contrôle qui peut lui livrer ses “marchandises” (matières premières, etc.) et ne surtout pas représenter un “surcoût inutile” (de par la multiplication des tempêtes et autres catastrophes[2]). Accessoirement, la bourgeoisie elle aussi subit, même si souvent dans une bien moindre mesure, l'impact de la pollution, du réchauffement climatique[3]… Pour toutes ces raisons, la classe dominante aurait intérêt à lutter réellement contre sa tendance à détruire l'environnement. Elle y parvient parfois ponctuellement, comme pour les gaz détruisant l'ozone. Nous pourrions également citer les grands travaux d'assainissement de la Tamise à Londres qui furent entrepris au XIXe siècle, alors que l'économie capitaliste était florissante et en pleine ascension, pour faire face à une épidémie de choléra devenue incontrôlable.

Seulement, de tels exemples sont rares pour une raison simple : la nature même du capitalisme est d'exploiter la force de travail comme la nature. Pour ce système, tout est objet, la vie sous toutes ses formes est méprisée, voire niée. Seul le profit compte pour lui. Cette course aux profits qui piétine tout sur son passage, sous les pieds de laquelle l'herbe ne repousse pas, est d'autant plus folle que les participants sont tous animés du même esprit de



concurrence. “Exploite ou crève”, telle est l'impitoyable loi du Capital. C'est pourquoi l'histoire de ces sommets et conférences internationales sur le climat est dominée par des vœux pieux et des échecs lamentables.

Ainsi, à Berlin, en 1995, les États fixaient déjà “*pour chaque pays ou région des objectifs chiffrés en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de réductions correspondantes à atteindre”*. Vingt ans après (vingt “COP” plus tard !) nous en sommes aux mêmes objectifs. A Copenhague en 2009, les États-Unis et la Chine avaient obtenu que leurs objectifs de réduction soient non contraignants.

Et cette fois alors ? Quel est le résultat concret de cet “accord historique” de Paris ? Eh bien, des jours et des nuits de “concertations” ont permis d'écrire un texte… “non contraignant”. Car au fond, chaque bourgeoisie nationale sait parfaitement que l'ensemble de l'infrastructure de son pays va inexorablement continuer à augmenter la production de gaz à effet de serre. La logique du capital est implacable. Juste un exemple. Au niveau des transports, l'augmentation des émissions de carbone ne peut que croître : “*selon les professionnels, le trafic aérien de passagers devrait doubler, le fret aérien tripler et le trafic maritime de conteneurs quadrupler d'ici à 2030*”[4]. Cela,

1) Texte de la Convention-cadre sur les changements climatiques (*Framework Convention on Climate Change*).

2) “*Des membres de l'Initiative du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) pour les institutions financières – partenariat unique en son genre entre le PNUE et 295 banques et compagnies d'assurance et d'investissement – affirment que les conséquences économiques des catastrophes naturelles induites par le changement climatique pourraient ruiner les marchés boursiers et les places financières du monde”*.

3) Depuis le Moyen-Age, les quartiers chics de la région parisienne sont situés à l'Ouest alors que les quartiers “populaires” sont à l'Est, pour la simple raison que les vents dominants vont de l'Ouest vers l'Est et que les odeurs suivent.

4) Revue *Nature Climate Change*. Pour rappel : le trafic maritime représente 90 % du

(suite page 2)

Élections régionales en France

Le populisme exprime l'impasse du capitalisme

Avec près de 28 % des voix au premier tour des élections régionales, le Front national, principale formation d'extrême-droite en France, a réalisé un score historiquement élevé, l'autorisant à se présenter comme “le premier parti de France”. Si le Parti socialiste et le parti de droite, *Les Républicains*, ont pu écarter les candidats d'extrême-droite des présidences de deux grandes régions[1] convoitées par le Front national, ce dernier améliorait encore son score au soir du second tour, cumulant 6 820 477 suffrages. Ce résultat confirme la montée en puissance inexorable du parti d'extrême-droite depuis 2010, élections après élections.

Ces résultats, loin d'être une “exception culturelle” française, s'inscrivent dans une montée en puissance depuis plusieurs années du populisme à travers le monde. Aux États-Unis, le succès fulgurant du candidat du Parti républicain Donald Trump et du Tea Party en sont une expression caricaturale. Le favori des sondages multiplie les déclarations aussi démagogiques que provocatrices et stupides. En Europe, l'extrême-droite a déjà participé, au gré des alliances parlementaires, au gouvernement en Italie ou en Autriche. Le populisme de “gauche” progresse également avec les succès électoraux de *Syriza* en Grèce et son allié d'extrême-droite, Anel, et, plus récemment, de Podemos en Espagne. Il peut paraître étonnant de qualifier de “populistes” des partis qui semblent si différents au premier abord. Pourtant, le Front national de Marine Le Pen et *Podemos* de Pablo Iglesias Turrión sont tous l'expression de la phase de décomposition du capitalisme qui marque de son empreinte la vie politique bourgeoise.

Le développement du populisme, une expression de la décomposition

L'incapacité actuelle des deux classes fondamentales et antagonistes, que sont la bourgeoisie et le prolétariat, à mettre en avant leur propre perspective (guerre mondiale ou révolution) a engendré une situation de “blocage momentané” et de pourrissement sur pied de la société. Si la décomposition touche l'ensemble des classes sociales, ses effets affectent en premier lieu la classe dominante et son appareil politique. Comme l'a toujours défendu le marxisme, l'État est l'organe exclusif de la bourgeoisie. Même sous ses formes les plus démocratiques, il est toujours l'expression de la dictature de la classe dominante sur le reste de la société. Avec la décadence du capitalisme, l'État a eu la mainmise sur l'ensemble de la vie sociale et cela s'est exprimé, dans les pays dotés d'un jeu électoral sophistiqué, par l'émergence du “bipartisme” (deux partis échangent régulièrement leur rôle dans l'exercice du pouvoir) où l'exécutif conserve un rôle prépondérant. Ce schéma a parfaitement fonctionné depuis la Seconde Guerre mondiale dans tous les pays démocratiques d'Europe, d'Amérique du Nord, etc.

Cependant, avec l'accélération sans répit de la crise et le poids de la décomposition, le bipartisme a souffert d'une usure considérable. Les partis de gouvernement, en particulier ceux de “gauche”, censément “protecteurs” et champions de la “répartition

(suite page 2)

1) Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Dans ce numéro

suite de la page 1

COP21

sans polluer? Pendant la conférence même, la circulation automobile a été arrêtée à Pékin : "*Le 1er décembre était un jour d''airpocalypse' à Pékin. La nuit en pleine journée. Et des données plutôt alarmantes : un indice de la qualité de l'air (AQI) de 619 et un taux de particules fines de 680 microgrammes par mètre cube, soit près de 30 fois plus que le seuil maximal recommandé par l'OMS...*" (*le Monde* du 2/12/2015). Le réchauffement climatique à cause de l'émission de CO_2 est aujourd'hui mis en exergue par la bourgeoisie mais la destruction de la planète est beaucoup plus globale : déforestation, pillage des océans, disparition massive d'espèces, poisons de toutes sortes dans l'eau et dans l'air, bétonnage, etc. Ainsi, alors que nous écrivons ces lignes, une gigantesque fuite sur une exploitation gazière au large de la Californie déverse entre 30 et 58 tonnes de méthane par heure, et ce depuis le 23 octobre!

Il faut être clair : au-delà d'éventuelles mesures et avancées technologiques qui permettront peut-être de faire face à telle ou telle partie du problème, l'état général de la planète ne va cesser de se dégrader. Pire, le capitalisme en décadence va détruire l'environnement de manière de plus en plus massive, en particulier par la guerre, jusqu'à mettre en péril toute forme de vie… s'il n'est pas renversé à temps.

trafic mondial (8,2 milliards de tonnes en 2011)!

Du réchauffement climatique à l'enfer capitaliste

La réalité n'est pas celle proférée dans les beaux discours de tous ceux qui se sont auto-congratulés d'avoir "garanti l'avenir de la planète" pour leurs "petits-enfants". Non! La réalité, c'est la situation toujours plus dramatique que vivent des parties croissantes de l'humanité. La pénurie des ressources planétaires pousse déjà à l'exode des millions d'hommes, femmes et enfants. Dans toute la Corne de l'Afrique et autour de l'Himalaya, l'eau potable est de plus en plus rare. Surtout, cette "crise écologique" va aussi entraîner une compétition militaire exacerbée. Comme le pétrole aujourd'hui, l'eau devient un enjeu géostratégique majeur, source de nouvelles tensions et de nouvelles guerres impérialistes. Ce qui détruira un peu plus la planète et accentuera encore le réchauffement climatique. L'engrenage infernal et destructeur du capitalisme apparaît-là crûment.

D'ailleurs, la bourgeoisie voit même dans cette catastrophe quelques "opportunités". La fonte des glaces aux pôles, sur la toundra (au nord de la Russie) ne va-t-elle pas faciliter l'accès à de nouvelles ressources naturelles exploitables? L'exploitation du gaz de schiste représente un autre exemple des contradictions insolubles dans lesquelles le capitalisme s'enfonce : d'un coté le gaz de schiste tend à diminuer l'émission de gaz à effet de serre, de l'autre, il pollue les sols comme jamais et engendre des déstabilisations géopolitiques à travers le monde susceptibles de déclencher de nouveaux conflits armés. Il est vrai que les principaux dirigeants des pays industrialisés se sont mis d'accord pour ne pas se disputer les ressources du sous-sol de l'Antarctique lors de l'accord de Madrid en 1991. Mais ces mêmes dirigeants se disputent déjà les ressources de l'Arctique. La perspective n'est pas à la "coopération internationale et désintéressée" pour "sauver la planète" mais bien à la lutte de tous contre tous pour accaparer les ressources. Avec l'aggravation inexorable de la crise économique mondiale, cette lutte se fera toujours plus acharnée et ravageuse.

La responsabilité historique du prolétariat

Le capital détruit l'environnement, parce qu'il doit croître pour croître; la seule réponse est donc de supprimer le principe même de l'accumulation capitaliste, de produire non pas pour le profit, mais pour satisfaire les besoins humains. Le capital ravage les ressources du monde parce qu'il est divisé en unités nationales concurrentes, parce qu'il est fondamentalement anarchique et produit sans penser au futur; la seule solution consiste par conséquent dans l'abolition de l'Etat national, la mise en commun de toutes les ressources naturelles et humaines de la terre, et l'établissement de ce que Bordiga appelait "un plan de vie pour l'espèce humaine". Bref, **le problème ne peut être résolu que par une classe ouvrière consciente du besoin de révolutionner les bases mêmes de la vie sociale**, détenant les instruments politiques pour assurer la transition vers la société communiste. *"À chaque pas il nous est rappelé, qu'en aucune façon, nous ne régnons sur la nature comme un conquérant sur un peuple étranger, comme quelqu'un étant en dehors de la nature, mais que nous, avec notre chair, notre sang et notre cerveau, appartenons à la nature, existons en son sein, et que toute notre supériorité consiste dans le fait que nous avons l'avantage sur toutes les autres créatures d'être capables d'apprendre ses lois et de les appliquer correctement"* (Engels).

Organisé à l'échelle mondiale, amenant dans son sillage toutes les masses opprimées du monde, le prolétariat international peut et doit mettre en oeuvre la création d'un univers où une abondance matérielle sans précédent ne compromettra pas l'équilibre de l'environnement naturel, où l'une sera la condition de l'autre; un monde où l'homme, enfin libéré de la domination du travail et de la pénurie, pourra commencer à jouir de la planète sans la détruire. C'est cela sûrement le monde que Marx a entrevu, à travers l'épais brouillard d'exploitation et de pollution dans lequel la civilisation capitaliste a plongé la terre, quand il prévoyait, dans les *Manuscrits de 1844,* une société qui exprimerait *"l'unité de l'être de l'homme avec la nature – la véritable résurrection de la nature, la naturalisation de l'homme et l'humanisation de la nature enfin accomplies"*.

Révolution communiste ou destruction de l'humanité et de la planète. Socialisme ou barbarie.

LD, 9 janvier 2016

suite de la page 1

Elections régionales en France

des richesses", sont de plus en plus contraints d'assumer la gestion de la crise et les cures d'austérité contraires aux promesses faites plus tôt dans l'opposition.

Par ailleurs, la décomposition du système capitaliste a engendré dans les rangs des partis de gouvernement des comportements de plus en plus irresponsables du point de vue des besoins politiques de l'appareil étatique, une perte du "sens de l'État". Des fractions toujours plus larges de la bourgeoise ne voient plus, dans l'immédiat, que leurs propres intérêts de clique et perdent de vue les intérêts généraux de la classe dominante. Cette situation se caractérise aussi par la difficulté croissante à contrôler le jeu politique des différentes composantes rivales de la bourgeoisie, notamment au moment des élections.

L'évolution du paysage politique français s'inscrit pleinement dans cette dynamique où la droite française a longtemps souffert de ses archaïsmes et se retrouve historiquement affaiblie et très divisée. Ces tares congénitales, renforcées par le développement du chacun pour soi, typique de la période de décomposition, ont ressurgi avec la défaite du président Nicolas Sarkozy en 2012 où François Fillon et Jean-François Copé se sont disputé pour prendre le *leadership* de la droite. Sur les ruines de l'UMP, devenue "les Républicains", Nicolas Sarkozy et l'ancien Premier ministre Alain Juppé ont à nouveau déterré la hache de guerre dans le cadre de la "campagne pour les primaires de la droite" en vue de désigner le prochain candidat à l'élection présidentielle. Leur affrontement déjà violent pourrait bien annihiler les chances de la droite pour revenir au pouvoir aux prochaines présidentielles de 2017, tant le pouvoir de nuisance du futur perdant semble important.

Au-delà des ambitions personnelles exacerbées et des rivalités de cliques, les clivages de la droite s'articulent aussi autour de la stratégie à adopter face au Front national. Ces dernières années, le clan Sarkozy a ouvertement "flirté" avec les positions de l'extrême-droite au moyen de discours plus musclés et de postures démagogiques, en contradiction flagrante avec les intérêts du capital national, afin d'endiguer la montée en puissance du Front national et de glaner au passage quelques voix supplémentaires(2). Mais le décalage entre les discours démagogiques du clan Sarkozy et la pratique du pouvoir n'a fait que renforcer l'extrême-droite et diviser un peu plus la droite gouvernementale. Cette situation contraint le Parti socialiste, déjà décrédibilisé en tant que parti de "gauche" par les années Mitterrand et Jospin, à s'user encore au pouvoir en le condamnant à assumer seul les attaques contre la classe ouvrière. Du point de vue de la bourgeoisie, cela pose problème pour l'encadrement idéologique, d'autant qu'aucune force politique conséquente, aucun Podemos français, n'a pu véritablement émerger à la gauche du Parti socialiste pour assurer ce rôle. Face à une droite embourbée dans ses divisions et une gauche appliquant un programme de rigueur encore plus brutal que celui de Nicolas Sarkozy, le Front national a eu tout loisir de prospérer en dénonçant le système "UMPS"(3).

La dynamique de la décomposition est également au cœur des formes idéologiques que prend le populisme. Historiquement, il est une expression d'un manque de perspective qui favorise les idéologies de la petite-bourgeoisie, classe intermédiaire sans cesse menacée par l'évolution du capitalisme. Cette classe sans principes, indépendamment des formes qu'ont pu revêtir ses expressions politiques (anarchisme, boulangisme, poujadisme, le Parti socialiste révolutionnaire en Russie…) a constamment et invariablement cherché à dissoudre les classes dans le grand fourre-tout du "peuple". Avec la décomposition et l'absence de perspective, ces pires expressions idéologiques étriquées, prisonnières des peurs et de l'immédiat, se répandent toujours plus, poussant des millions de personnes à trouver refuge dans les bras du populisme de droite ou de gauche. L'idéologie bourgeoise décomposée pèse de tout son poids sur la société, notamment sur une partie de la classe ouvrière qui, victime de sa perte d'identité et des campagnes de propagande destinées à la déboussoler, n'arrive pas pour le moment à affirmer sa perspective révolutionnaire. Contrairement à ce que ressasse la presse bourgeoise, le Front national n'est pas "le nouveau parti des ouvriers". L'idéologie du Front national est celle de la petite-bourgeoisie(4) qui se répand d'autant plus facilement que l'avenir semble aux yeux de beaucoup d'ouvriers totalement bouché, que le manque de confiance dans le futur, en eux-mêmes et dans les autres s'enracine.

Mais si la montée en puissance du populisme déstabilise le jeu politique de la bourgeoisie, cette dernière sait très bien retourner ce produit de la décomposition contre la classe ouvrière.

L'instrumentalisation du populisme contre la classe ouvrière

Le rôle institutionnel croissant des populistes dans la machine étatique ne représente nullement un danger pour la classe dominante dans son ensemble. Les fractions populistes véhiculent, certes, des programmes en complet décalage avec les besoins objectifs du capital national, tant au niveau de la gestion de l'économie que des conceptions impérialistes. L'extrême-droite rencontre, certes, des difficultés pour comprendre les enjeux centraux de l'encadrement idéologique de la classe ouvrière. C'est notamment pour ces raisons que la classe dominante ne souhaite pas laisser ses fractions populistes disposer du pouvoir, préférant muscler le discours des partis traditionnels de la droite ou créer de toute pièce des oppositions "de gauche"(5). Néanmoins, partout où l'extrême-droite a eu l'occasion de participer à la gestion de l'État, les éléments programmatiques les plus en contradiction avec les intérêts nationaux ont été soigneusement enterrés. En 1995, par exemple, le Mouvement social italien, parti alors ouvertement néo-fasciste de Gianfranco Fini, adopta un programme pro-européen de centre-droit afin de se maintenir dans le gouvernement de Silvio Berlusconi, tandis que la Ligue du Nord, tout en conservant son verbiage populiste, enterra rapidement son programme indépendantiste. La même logique s'imposa, en Autriche, à Jörg Haider, contraint d'assouplir ses positions et d'adopter un programme plus "responsable", tout comme elle s'impose encore aujourd'hui à la coalition indépendantiste flamande (Vlaamsblok) en Belgique. Quant à la "gauche radicale", Syriza et le gouvernement d'Alexis Tsipras, loués par les gauchistes de tout poil, ont déjà fait la démonstration pratique de leur appartenance à la classe dominante en ensevelissant les ouvriers en Grèce sous un déluge de mesures d'austérité et de discours ultra-nationalistes. Derrière ces partis de gauche "tout neufs" se dissimulent en fait bien souvent le visage sinistre du stalinisme et son nationalisme outrancier.

En réalité, la principale crainte de la bourgeoisie réside dans le fait qu'en donnant aux populistes des responsabilités institutionnelles, l'instrumentalisation idéologique de ces courants s'amenuise. En France, depuis les années 1980, la bourgeoisie instrumentalise en effet le vote d'extrême-droite afin de pousser les "citoyens" aux urnes au nom de la "défense de l'État démocratique" bourgeois et du "danger fasciste"(6). Ce véritable piège continue à servir le Parti socialiste et son image de "dernier rempart de la République". Les tentatives d'intrusion institutionnelle du Front national et la "lepénisation" forcée de l'aile droite des Républicains pourrait lui faire perdre son aura de parti repoussoir, laissant ce terrain à des groupuscules radicaux et ultra-violents mais sans potentiel électoral.

Quant aux populistes de gauche, tout comme les partis gauchistes historiques (mais avec un corpus idéologique d'une rare pauvreté), leur rôle consiste avant tout à encadrer les expressions de mécontentement sur le terrain pourri du réformisme et de la défense de l'État. Ils sont les rabatteurs du "citoyennisme" et de la "vraie démocratie". L'entrée au gouvernement de ces fractions représente donc à la fois un dernier recours et un problème d'encadrement idéologique dans la mesure où, comme l'illustre très bien Syriza, elles doivent se plier aux exigences du capitalisme d'État et ainsi perdre leur crédibilité en matière de radicalité.

Si bien des ouvriers ont conscience que l'avenir n'appartient pas aux partis traditionnels, le populisme est tout autant une impasse. La classe dominante retourne toujours les expressions de la décomposition contre le prolétariat. Il lui faut donc résister pour ne pas se laisser duper par les campagnes médiatiques et idéologiques. Il doit absolument prendre conscience qu'il représente la perspective du communisme, que lui seul est porteur d'avenir.

EG, 4 janvier 2016

2) La "droitisation" d'une partie des *Républicains* n'est pas seulement tactique. Les provocations de la "droite décomplexée" et, dernièrement, les déclarations racistes de Nadine Morano expriment aussi la pénétration de visions de plus en plus irrationnelles au sein même des partis de gouvernement.

3) Contraction de UMP (ancien acronyme du parti de droite) et PS (Parti socialiste) utilisée par l'extrême-droite pour renvoyer dos-à-dos les deux grands partis de gouvernement accusés d'appliquer le même programme et de faire preuve de "laxisme" en matière migratoire.

4) La petite-bourgeoisie constitue historiquement le gros de l'électorat frontiste.

5) C'est ainsi qu'émerge au sein du Parti socialiste, les "frondeurs", ce groupe de parlementaires prétendument plus soucieux du sort des ouvriers.

6) Pour une analyse plus approfondie sur la réalité du "danger fasciste" et son instrumentalisation, nous invitons les lecteurs à lire notre brochure, *Fascisme et démocratie.*

Les attentats et le Parti socialiste

Le poison du patriotisme

"*Le marxisme ne peut se concilier avec le nationalisme, celui-ci serait-il le "plus juste", "le plus pur" et d'une "facture plus raffinée et civilisée"*" (Lénine, *Remarques sur la question nationale*).

Les vagues d'attentats qui ont frappé la région parisienne en 2015 ont été l'occasion pour la bourgeoisie française et mondiale d'encourager les peurs pour mieux légitimer les guerres impérialistes et présenter l'État et la nation comme les garants de la sécurité de tous, voire comme le *nec plus ultra* de la solidarité. Après les attentats du 13 novembre, un appel répugnant a ainsi été lancé à l'échelle internationale pour accrocher aux fenêtres le drapeau tricolore et entonner *la Marseillaise*, ces deux "symboles" entachés du sang des victimes de l'impérialisme français.

Le nouveau coup de clairon patriotique donné par François Hollande le soir du 31 décembre a donc une résonance toute particulière :

"*Mes chers compatriotes,* (...) *nous venons de vivre une année terrible.* (…) *Mais, malgré le drame, la France n'a pas cédé.* (...) *Face à la haine, elle a montré la force de ses valeurs. Celles de la République. Françaises, Français, je suis fier de vous.* (…) *En cet instant, je salue la bravoure de nos soldats, de nos policiers, de nos gendarmes.* (…) *Mais je vous dois la vérité, nous n'en avons pas terminé avec le terrorisme.* (...) *Aussi, mon premier devoir, c'est de vous protéger. Vous protéger, c'est agir à la racine du mal : en Syrie, en Irak. C'est pourquoi, nous avons intensifié nos frappes contre Daesh.* (...) *Vous protéger, c'est agir ici sur notre sol. Au soir des attentats, j'ai* (...) *instauré l'état d'urgence.* (…) *J'ai d'abord décidé de renforcer les effectifs et les moyens de la police, de la justice, du renseignement et des armées.* (…) *Françaises, Français, les événements que nous avons vécus nous l'ont confirmé : nous sommes habités par un sentiment que nous partageons tous. Ce sentiment, c'est l'amour de la patrie. La patrie, c'est le fil invisible qui nous relie tous,* (…) *C'est ainsi que la France sortira plus grande avec cette belle idée de nous faire réussir tous ensemble.* (...)". Joignant le geste à la parole en ce début 2016 et ne reculant devant aucune récupération honteuse, le gouvernement socialiste a organisé à l'occasion de "l'anniversaire" des attentats contre *Charlie hebdo* un véritable hommage national [(1)].

Quelle est la portée d'une telle propagande nationaliste sur la classe ouvrière ? Apparemment, cet impact a été limité. En France, il n'y a eu, par exemple, que très peu de drapeaux réellement étendus aux fenêtres. Et les cris va-t-en-guerre de la bourgeoisie, même au nom de "l'anti-terrorisme", n'engendrent ni enthousiasme ni réelle adhésion en faveur des bombardements au Moyen-Orient. Mais l'idéologie nationaliste et patriotique est bien plus pernicieuse, son poison bien plus subtil.

Le Président "socialiste", comme d'ailleurs son Premier ministre Manuel Valls, dévoilent ainsi dans leurs discours le caractère éminemment belliciste et la nature fondamentalement guerrière du patriotisme. Il y a ainsi un lien direct entre la capacité du PS de faire croire, d'une part, à un patriotisme "ouvert", "respectueux des autres nations et cultures", à un patriotisme basé sur "la solidarité nationale et la confiance mutuelle" ou tout autre baratin de la même veine et, d'autre part, l'intensification sous ce gouvernement "socialiste" des menées guerrières et des interventions militaires de la France : en Afrique ou au Moyen-Orient. Les partis sociaux-démocrates en général ont été depuis 1914 les meilleurs et les plus efficaces propagandistes de la guerre en direction des classes exploitées. Le nationalisme ou le patriotisme "soft", cela n'existe pas et n'exprime avant tout que la logique va-t-en guerre et militariste de la défense du capital national. L'"union nationale", l'"union sacrée" que les politiciens prônent par-delà la division en classes sociales, le ralliement de tous derrière le drapeau et l'hymne national mène inévitablement et imparablement à la guerre et aux massacres impérialistes. Le nationalisme, le patriotisme et leurs dérivés, la xénophobie et le chauvinisme, constituent les maillons d'une même chaîne, d'un engrenage qui révèle la nature viscéralement concurrentielle, militariste, barbare et meurtrière du capitalisme et de ses divisions nationales. C'est bien le patriotisme qui est le terreau permettant de cultiver et de nourrir ensuite la haine "de l'étranger", de "l'ennemi à abattre", qui pousse vers l'exaltation exacerbée du "sentiment national". Tous les rituels et les parades militaires, toutes les cérémonies de commémorations nationales de la bourgeoisie se drapent et se vautrent dans un tel patriotisme que les poilus de 1914 dénonçaient comme étant du "bourrage de crâne". Le patriotisme constitue d'ailleurs une justification classique et particulièrement hypocrite de la guerre entre les bourgeoisies nationales, présentée comme "purement défensive" ou "en défense d'une noble cause" pour embrigader idéologiquement et enrôler physiquement au bout du compte les populations en général et les prolétaires en particulier comme chair à canon. Ce patriotisme fait toujours porter le chapeau à une autre nation, à une autre entité désignée comme "l'agresseur" ou constituant une "menace pour la démocratie, la liberté, etc." On l'a vu lors des deux boucheries mondiales du XXe siècle mais aussi lors des prétendues luttes de "libération nationale", et on le voit encore aujourd'hui dans la prolifération des conflits, des bombardements, des attentats et des affrontements qui ensanglantent la planète. Le patriotisme ne peut agir que comme un conditionnement idéologique pour pourrir les consciences, asservir les cerveaux à la défense du capital national et comme un poison mortel pour le prolétariat.

Le capitalisme divise l'humanité en nations concurrentes. Et l'ensemble de la vie sociale subit le joug de ce morcellement mortifère. Le patriotisme et le nationalisme agissent comme des œillères, ils restreignent la vue et la pensée ; ils poussent aussi à la confrontation guerrière ; ils engendrent la peur, voire la haine de l'étranger ; surtout ils attachent les exploités à leurs exploiteurs en leur faisant croire qu'ils représentent une seule et même communauté d'intérêts ; ils annihilent la nécessaire solidarité internationale des travailleurs les mettant en concurrence les uns contre les autres. L'idéologie nationaliste sert les intérêts de la classe dominante, la bourgeoisie. Car c'est bien son monde à elle qui est fracturé en nations concurrentes, c'est bien au sein des frontières nationales que se développe la domination de la classe capitaliste sur le prolétariat. "Les prolétaires n'ont pas de patrie !" Leur force a pour source la solidarité internationale, comme l'exprime ce cri de ralliement qui s'étale sur tous les textes du mouvement ouvrier depuis 1848 : "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*". C'est en cela que le combat prolétarien représente un espoir pour toute l'humanité. Comme l'a magistralement exprimé Rosa Luxemburg dans son livre sur *La question nationale et l'autonomie* (1908-1909), le nationalisme porté par la bourgeoisie et l'internationalisme porté par le prolétariat se livrent en permanence un combat qui porte sur tous les aspects de la vie de la société humaine :

"*Dans chaque nation, il y a des classes aux intérêts et aux "droits" antagonistes. Il n'y a littéralement aucun domaine social, des conditions matérielles les plus frustes aux plus subtiles des conditions morales, où les classes possédantes et le prolétariat conscient adoptent la même attitude, où ils se présentent comme un "peuple" indifférencié. Dans le domaine des rapports économiques, les classes bourgeoises défendent pied à pied les intérêts de l'exploitation, le prolétariat ceux du travail. Dans le domaine des rapports juridiques, la propriété est la pierre angulaire de la société bourgeoise ; l'intérêt du prolétariat, en revanche, exige que ceux qui n'ont rien soient émancipés de la domination de la propriété. Dans le domaine de la juridiction, la société bourgeoise représente la "justice" de classe, la justice des repus et des dominants ; le prolétariat défend l'humanité et le principe qui consiste à tenir compte des influen-*

(suite page 6)

1) Le chœur de l'armée française est même allé jusqu'à entonner *la Marseillaise*. Rappelons qu'à son enterrement la famille de Charb avait refusé que soit joué l'hymne national et insisté pour que *l'Internationale* résonne, comme il l'avait toujours souhaité.

suite de la page 8

Anton Pannekoek

vailleurs, elle les rend moins capables de lutter ; sous son influence, les travailleurs sont remplis de respect à l'égard des forces dominantes, on leur inculque une pensée idéologique, leur conscience de classe lucide est obscurcie, ils sont dressés les uns contre les autres d'une nation à l'autre, se font disperser et sont donc affaiblis dans la lutte et dépossédés de leur confiance en eux-mêmes. Or notre objectif exige un genre humain fier, conscient de soi, audacieux dans ses pensées comme dans l'action. Et c'est pour cette raison que les exigences mêmes de la lutte délivrent les travailleurs de ces influences paralysantes de la culture bourgeoise. Il est donc inexact de dire que les travailleurs accèdent par leur lutte à une "communauté nationale de culture". C'est la politique du prolétariat, la politique internationale de la lutte des classes, qui engendre en lui une nouvelle culture, internationale et socialiste. (...) La classe ouvrière n'est pas seulement un groupe d'hommes qui ont connu le même destin et ont par conséquent le même caractère. *La lutte de classe soude le prolétariat en une communauté de destin*. Le destin vécu en commun est la lutte menée en commun contre le même ennemi. (...) Des ouvriers de nationalités différentes sont confrontés au même patron. Ils doivent mener la lutte en tant qu'unité compacte, ils en connaissent les vicissitudes et les effets dans la plus étroite des communautés de destin. (...) *[Et fondamentalement]*, c'est l'État qui est la véritable organisation solide de la bourgeoisie pour protéger ses intérêts. L'État protège la propriété, s'occupe de l'administration, aménage la flotte et l'armée, lève les impôts et contient les masses populaires. Les "nations" ou mieux encore : les organisations actives qui se présentent en leur nom, c'est-à-dire les partis bourgeois ne servent qu'à lutter pour conquérir une influence adéquate sur l'État, une participation au pouvoir de l'État. Pour la grande bourgeoisie dont le domaine d'intérêts économiques embrasse tout l'État et va même au-delà, qui a besoin de privilèges directs, de douanes, de commandes et de protection à l'étranger, c'est un État assez vaste qui constitue la communauté naturelle d'intérêts (...) C'est pourquoi le centre de gravité de la lutte politique de la classe ouvrière se déplace de plus en plus vers l'État. (...) Le pouvoir d'État et tous les puissants moyens dont il dispose, est le fief des classes possédantes ; le prolétariat ne peut se libérer, ne peut éliminer le capitalisme qu'en battant d'abord cette organisation puissante. La conquête de l'hégémonie politique n'est pas seulement une lutte pour le pouvoir d'État mais une lutte contre le pouvoir d'État. La révolution sociale qui débouchera sur le socialisme consiste essentiellement à vaincre le pouvoir d'État par la puissance de l'organisation prolétarienne. *[Et]* là aussi, le caractère international du prolétariat ne cesse de se développer. Les ouvriers des différents pays s'empruntent théorie et tactique, méthodes de lutte et conceptions et les considèrent comme une affaire commune. Certes, c'était aussi le cas de la bourgeoisie montante ; dans leurs conceptions économiques et philosophiques générales, les Anglais, les Français, les Allemands se sont influencés mutuellement en profondeur par l'échange des idées. Mais il n'en est résulté aucune communauté car leur antagonisme économique les a conduits à s'organiser en nations hostiles les unes aux autres ; c'est justement la conquête par la bourgeoisie française de la liberté bourgeoise que la bourgeoisie anglaise avait depuis longtemps, qui provoqua les âpres guerres napoléoniennes. Un tel conflit d'intérêts est totalement absent dans le prolétariat et c'est pourquoi l'influence spirituelle réciproque qu'exerce la classe ouvrière des différents pays peut agir sans contrainte dans la constitution d'une communauté internationale de culture. Mais ce n'est pas à cela que se limite la communauté. Les luttes, les victoires et les défaites dans un pays ont de profondes conséquences sur la lutte de classe dans les autres pays. Les luttes que mènent nos camarades de classe à l'étranger contre leur bourgeoisie n'est pas seulement sur le plan des idées notre propre affaire mais aussi sur le plan matériel ; elles font partie de notre propre combat et nous les ressentons comme telles. (...) Le prolétariat de tous les pays se perçoit comme une armée unique, comme une grande union que seules des raisons pratiques – puisque la bourgeoisie est organisée en États et que par conséquent de nombreuses forteresses sont à prendre – contraignent à se scinder en plusieurs bataillons qui doivent combattre l'ennemi séparément. C'est aussi sous cette forme que notre presse nous relate les luttes à l'étranger : les grèves des dockers anglais, les élections en Belgique, les manifestations de rue de Budapest sont toutes l'affaire de notre grande organisation de classe. Ainsi, la lutte de classe internationale devient l'expérience commune des ouvriers de tous les pays. Dans cette conception du prolétariat se reflètent déjà les conditions de l'ordre social à venir, où les hommes ne connaîtront plus d'antagonismes étatiques. Avec le dépassement des organisations étatiques rigides de la bourgeoisie par la puissance organisationnelle des masses prolétariennes, l'État disparaît en tant que puissance de coercition et terrain de domination qui se délimite nettement par rapport à l'extérieur. Les organisations politiques revêtent une nouvelle fonction ; "le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses" dirait Engels dans *l'Anti-Dühring*. (...) La production mondiale organisée, transforme l'humanité future en une seule et unique communauté de destin. Pour les grandes réalisations qui les attendent, la conquête scientifique et technique de la terre entière et son aménagement en une demeure magnifique pour une race de seigneurs heureuse et fière de sa victoire et qui s'est rendue maître de la nature et de ses forces, pour ces grandes réalisations – que nous ne pouvons aujourd'hui qu'à peine imaginer – les frontières des États et des peuples sont trop étroites et trop restreintes. (...) Notre recherche a démontré que sous la domination du capitalisme avancé qui s'accompagne de la lutte des classes, le prolétariat ne saurait trouver aucune force constitutive de la nation. Il ne forme pas de communauté de destin avec les classes bourgeoises, ni une communauté d'intérêts matériels, ni une communauté qui serait celle de la culture intellectuelle. Les rudiments d'une telle communauté qui s'ébauchent au tout début du capitalisme disparaissent nécessairement avec le développement de la lutte des classes. Alors que dans les classes bourgeoises de puissantes forces économiques créent l'isolement national, un antagonisme national et toute l'idéologie nationale, elles font défaut dans le prolétariat. (...) La bourgeoisie trouve-t-elle un intérêt véritable à mettre un terme aux luttes nationales ? Bien au contraire... les antagonismes nationaux constituent un moyen excellent de diviser le prolétariat, de détourner son attention de la lutte des classes à l'aide des slogans idéologiques, et d'empêcher son unité de classe. De plus en plus, les aspirations instinctives des classes bourgeoises d'empêcher que le prolétariat devienne uni, lucide et puissant, constituent un élément majeur de la politique bourgeoise. Dans des pays comme l'Angleterre, la Hollande, les États-Unis et même l'Allemagne, nous observons que les luttes entre les deux grands partis bourgeois – il s'agit généralement d'un parti "libéral" et d'un parti "conservateur" ou "clérical" – se font d'autant plus acharnées, et les cris de combat d'autant plus stridents, que l'antagonisme réel de leurs intérêts décroît et que leur antagonisme consiste en des slogans idéologiques hérités du passé. (...) Ils ont compris instinctivement qu'il est impossible d'écraser le prolétariat par la simple force et qu'il est infiniment plus important de déconcerter et de diviser le prolétariat aux moyens des mots d'ordre idéologiques. (...) Le rôle joué (...) par les cris de combat : "Avec nous pour la chrétienté !", "Avec nous pour la liberté de conscience", *[est de]* détourner des questions sociales l'attention des ouvriers, (...) Notre politique et notre agitation ne peuvent porter que sur la nécessité de mener toujours et seulement la lutte de classe, d'éveiller la conscience de classe afin que les travailleurs grâce à une claire compréhension de la réalité, deviennent insensibles aux mots d'ordre du nationalisme."

Anton Pannekoek, 1912

40 ans après la f
quel bilan et quelles perspe

"*Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives et qui éprouve sa force vivante dans le cliquetis d'armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire*" [(1)].

Le CCI a tenu au printemps dernier son XXIe congrès. Cet événement coïncidait avec les 40 ans d'existence de notre organisation. De ce fait, nous avons pris la décision de donner à ce congrès un caractère exceptionnel avec comme objectif central de jeter les bases d'un bilan critique de nos analyses et de notre activité au cours de ces 4 décennies. Les travaux du congrès se sont donc attachés à identifier de la façon la plus lucide possible nos forces et nos faiblesses, ce qui était valable dans nos analyses et les erreurs que nous avons commises afin de nous armer pour les surmonter.

Ce bilan critique s'inscrit pleinement dans la continuité de la démarche qu'a toujours adoptée le marxisme tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier. Ainsi, Marx et Engels, fidèles à une méthode à la fois historique et autocritique, ont été capables de reconnaître que certaines parties du *Manifeste communiste* s'étaient avérées erronées ou étaient dépassées par l'expérience historique. C'est la capacité à faire la critique de leurs erreurs qui a toujours permis aux marxistes de réaliser des avancées théoriques et de continuer à apporter leur contribution à la perspective révolutionnaire du prolétariat. De la même façon que Marx a su tirer les leçons de l'expérience de la Commune de Paris et de sa défaite, la Gauche communiste d'Italie a été capable de reconnaitre la défaite profonde du prolétariat mondial à la fin des années 1920, de faire un "bilan" [(2)] de la vague révolutionnaire de 1917-23 et des positions programmatiques de la Troisième Internationale. C'est ce bilan critique qui lui a permis, malgré ses erreurs, d'accomplir des avancées théoriques inestimables tant sur le plan de l'analyse de la période de contre-révolution que sur le plan organisationnel en comprenant le rôle et les tâches d'une fraction au sein d'un parti prolétarien dégénérescent et comme pont vers un futur parti quand le précédent a été gagné par la bourgeoisie.

Ce Congrès exceptionnel du CCI s'est tenu dans le contexte de notre dernière crise interne qui avait donné lieu à la tenue d'une conférence internationale extraordinaire il y a un an [(3)]. C'est avec le plus grand sérieux que toutes les délégations ont préparé ce Congrès et se sont inscrites dans les débats avec une compréhension claire des enjeux et de la nécessité, pour toutes les générations de militants, d'engager ce bilan critique des 40 ans d'existence du CCI. Pour les militants (et notamment les plus jeunes) qui n'étaient pas encore membres du CCI lors de sa fondation, ce Congrès, et ses textes préparatoires, leur ont permis d'apprendre de l'expérience du CCI tout en participant activement aux travaux du Congrès en prenant position dans les débats.

Le bilan critique de notre analyse de la situation internationale

La fondation du CCI était une manifestation de la fin de la contre-révolution et de la reprise historique de la lutte de classe qui s'est illustrée notamment par le mouvement de Mai 68 en France. Le CCI est la seule organisation de la Gauche communiste à avoir analysé cet événement dans le cadre du resurgissement de la crise ouverte du capitalisme qui débute en 1967. Avec la fin des "30 glorieuses", et avec la course aux armements pendant la guerre froide, était de nouveau posée l'alternative "guerre mondiale ou développement des combats prolétariens". Mai 68 et la vague de luttes ouvrières qui s'est développée à l'échelle internationale a marqué l'ouverture d'un nouveau cours historique : après 40 ans de contre-révolution, le prolétariat relevait la tête et n'était pas prêt à se laisser embrigader dans une troisième guerre mondiale, derrière la défense des drapeaux nationaux.

Le Congrès a souligné que le surgissement et le développement d'une nouvelle organisation internationale et internationaliste avait confirmé la validité de notre cadre d'analyse sur ce nouveau cours historique. Armé de ce concept (ainsi que de l'analyse que le capitalisme était entré dans sa période historique de décadence avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale), le CCI a continué tout au long de son existence à analyser les trois volets de la situation internationale – l'évolution de la crise économique, de la lutte de classe et des conflits impérialistes – afin de ne pas tomber dans l'empirisme et de dégager des orientations pour son activité. Néanmoins, le Congrès s'est appliqué à faire l'examen le plus lucide possible des erreurs que nous avons commises dans certaines de nos analyses afin de nous permettre d'identifier l'origine de ces erreurs et donc d'améliorer notre cadre d'analyse.

Sur la base du rapport présenté sur l'évolution de la lutte de classe depuis 1968, le congrès a souligné qu'une des principales faiblesses du CCI, depuis ses origines, a été ce que nous avons appelé l'immédiatisme, c'est-à-dire une démarche politique marquée par l'impatience et qui se focalise sur les événements immédiats au détriment d'une vision historique ample de la perspective dans laquelle s'inscrivent ces événements. Bien que nous ayons identifié, à juste raison, que la reprise de la lutte de classe à la fin des années 1960 avait marqué l'ouverture d'un nouveau cours historique, la caractérisation de ce cours historique comme "cours vers la révolution" était erronée et nous avons dû la corriger en utilisant l'expression "cours aux affrontements de classe". Cette formulation plus appropriée n'a pas cependant, du fait d'une certaine imprécision, fermé la porte à une vision schématique, linéaire de la dynamique de la lutte de classe avec une certaine hésitation en notre sein à reconnaître les difficultés, les défaites et les périodes de recul du prolétariat.

L'incapacité de la bourgeoisie à embrigader la classe ouvrière des pays centraux dans une troisième guerre mondiale ne signifiait pas que les vagues internationales de luttes qui se sont succédées jusqu'en 1989 allaient se poursuivre de façon mécanique et inéluctable jusqu'à l'ouverture d'une période révolutionnaire. Le congrès a mis en évidence que le CCI a sous-estimé le poids de la rupture de la continuité historique avec le mouvement ouvrier du passé et l'impact idéologique, au sein de la classe ouvrière, de 40 ans de contre-révolution, impact qui se manifeste notamment par une méfiance, voire un rejet, des organisations communistes.

Le Congrès a souligné également une autre faiblesse du CCI dans ses analyses du rapport de forces entre les classes : la tendance à voir le prolétariat constamment "à l'offensive" dans chaque mouvement de lutte alors que ce dernier n'a mené jusqu'à présent que des luttes de défense de ses intérêts économiques immédiats (aussi importantes et significatives soient-elles) sans parvenir à leur donner une dimension politique.

Les travaux du congrès nous ont permis de constater que ces difficultés d'analyse de l'évolution de la lutte de classe ont eu pour soubassement une vison erronée du fonctionnement du mode de production capitaliste, avec une tendance à perdre de vue que le capital est d'abord un rapport social, ce qui signifie que la bourgeoisie est obligée de tenir compte de la lutte de classe dans la mise en œuvre de ses politiques économiques et de ses attaques contre le prolétariat. Le congrès a également souligné un certain manque de maîtrise par le CCI de la théorie de Rosa Luxemburg comme explication de la décadence du capitalisme. Suivant Rosa Luxemburg, le capitalisme a besoin, pour être en mesure de poursuivre son accumulation, de trouver des débouchés dans des secteurs extra capitalistes. La disparition progressive de ces secteurs condamne le capitalisme à des convulsions croissantes. Cette analyse a été adoptée dans notre plate-forme (même si une minorité de nos camarades s'appuie sur une autre analyse pour expliquer la décadence : celle de la baisse tendancielle du taux de profit). Ce manque de maîtrise par le CCI de l'analyse de Rosa Luxemburg (développée dans son livre *L'accumulation du capital*) s'est répercutée par une vision "catastrophiste", voire apocalyptique de l'effondrement de l'économie mondiale. Le Congrès a constaté que tout au long de son existence, le CCI n'a cessé de surestimer le rythme de développement de la crise économique. Mais ces dernières années, et notamment avec la crise des dettes souveraines, nos analyses avaient en arrière fond l'idée sous-jacente que le capitalisme pourrait s'effondrer de lui-même puisque la bourgeoisie est "dans l'impasse" et aurait épuisé tous les palliatifs qui lui ont permis de prolonger de façon artificielle la survie de son système.

Cette vision "catastrophiste" est due, en bonne partie, à un manque d'approfondissement de notre analyse du capitalisme d'État, à une sous-estimation des capacités de la bourgeoisie, que nous avions pourtant identifiées depuis longtemps, à tirer les leçons de la crise des années 1930 et à accompagner la faillite de son système par toutes sortes de manipulations, de tricheries avec la loi de la valeur, par une intervention étatique permanente dans l'économie. Elle est due également à une compréhension réductionniste et schématique de la théorie économique de Rosa Luxemburg avec l'idée erronée que le capitalisme aurait déjà épuisé toutes ses capacités d'expansion depuis 1914 ou dans les années 1960. En réalité, comme le soulignait Rosa Luxemburg, la catas-

1) Rosa Luxemburg, *Critique des critiques.*
2) *Bilan* était, entre 1933 et 1938, le nom de la publication en langue française de la Fraction de Gauche du Parti communiste d'Italie devenue, en 1935, la Fraction italienne de la Gauche communiste.
3) Voir notre article "Conférence internationale extraordinaire du CCI : la "nouvelle" de notre disparition est grandement exagérée !" (*Revue internationale* nº 153) (http ://fr.internationalism.org/revue-internationale/201409/9119/conference-internationale-extraordinaire-du-cci-nouvelle-notre-disp).

Complément au bilan du XXIe congrès du CCI

Marc Chirik, une contribution inestimable au mouvement ouvrier

MC (Marc Chirik) était un militant de la Gauche communiste né à Kichinev (Bessarabie) en 1907 et décédé à Paris en 1990. Son père était rabbin et son frère aîné secrétaire du Parti bolchevique de la ville. C'est à ses côtés que Marc a assisté aux révolutions de février et octobre 1917. En 1919, pour échapper aux pogroms antijuifs des armées blanches roumaines, toute la famille émigre en Palestine et Marc, âgé d'à peine 13 ans, devient membre du Parti communiste de Palestine fondé par ses frères et sœurs plus âgés. Très vite, il entre en désaccord avec la position de l'Internationale communiste de soutien aux luttes de libération nationale ce qui lui vaut une première exclusion de celle-ci en 1923. En 1924, alors que certains membres de la fratrie reviennent en Russie, Marc et un de ses frères viennent vivre en France. Marc entre dans le PCF où, très vite, il mène le combat contre sa dégénérescence et dont il est exclu en février 1928. Membre pendant un temps de l'Opposition de Gauche internationale animée par Trotski, il engage le combat contre la dérive opportuniste de celle-ci et participe en novembre 1933, en compagnie de Gaston Davoust (Chazé), à la fondation de l'Union communiste qui publie *l'Internationale*. Au moment de la Guerre d'Espagne, ce groupe adopte une position ambiguë sur la question de l'antifascisme. Après avoir mené le combat contre cette position, MC rejoint, début 1938, la Fraction italienne de la Gauche communiste avec laquelle il était en contact et qui défend une position parfaitement prolétarienne et internationaliste sur cette question. Peu après, il engage un nouveau combat contre les analyses de Vercesi, principal animateur de cette organisation, qui considère que les différents conflits militaires qui se déroulent à l'époque ne sont pas des préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale mais qu'ils ont pour but d'écraser le prolétariat afin de l'empêcher de se lancer dans une nouvelle révolution. De ce fait, le déclenchement de la guerre mondiale en septembre 1939 crée une débandade au sein de la Gauche italienne. Vercesi théorise une politique de retrait politique pendant la période de guerre alors que Marc regroupe dans le Sud de la France les membres de la Fraction qui refusent de suivre Vercesi dans son retrait. Dans les pires conditions qui soient, Marc et un petit noyau de militants poursuivent le travail mené par la Fraction italienne depuis 1928. Mais en 1945, apprenant la constitution en Italie du Partito comunista internazionalista qui se réclame de la Gauche communiste italienne, la Fraction décide son autodissolution et l'intégration individuelle de ses membres dans le nouveau parti. Marc, en désaccord avec cette décision, qui va à l'encontre de toute l'orientation qui avait distingué la Fraction italienne auparavant, rejoint la Fraction française de la Gauche communiste (dont il inspirait déjà les positions) qui deviendra, peu après, la Gauche communiste de France (GCF). Ce groupe va publier 46 numéros de sa revue *Internationalisme*, poursuivant la réflexion théorique menée par la Fraction auparavant, notamment en s'inspirant des apports de la Gauche communiste germano-hollandaise. En 1952, considérant que le monde s'acheminait vers une nouvelle guerre mondiale dont l'Europe serait à nouveau le principal champ de bataille, ce qui aurait menacé de destruction les minuscules forces révolutionnaires ayant subsisté, la GCF décide la dispersion de plusieurs de ses militants sur d'autres continents, Marc allant vivre au Venezuela. C'était là une des principales erreurs commises par la GCF et par MC dont la conséquence fut la disparition formelle de l'organisation. Cependant, dès 1964, Marc regroupe autour de lui un certain nombre de très jeunes éléments avec qui il va former le groupe Internacionalismo. En mai 1968, dès qu'il apprend le déclenchement de la grève généralisée en France, Marc se rend dans ce pays pour recontacter ses anciens camarades. Il joue un rôle décisif (avec un élément qui avait été membre d'Internacionalismo au Venezuela) dans la formation du groupe Révolution internationale qui va impulser le regroupement international dont sera issu, en janvier 1975, le Courant communiste international. Jusqu'à son dernier souffle, en décembre 1990, Marc Chirik va jouer un rôle essentiel dans la vie du CCI, notamment dans la transmission des acquis organisationnels de l'expérience passée du mouvement ouvrier et dans ses avancées théoriques. Pour plus d'éléments sur la biographie de MC, voir nos articles dans les numéros 65 et 66 de la Revue Internationale (http ://fr.internationalism.org/rinte65/marc.htm et http ://fr.internationalism.org/rinte66/marc.htm).

ᴅᴜ CCI (1re partie)

fondation du CCI, ectives pour notre activité ?

trophe réelle du capitalisme se trouve dans le fait qu'il soumet l'humanité à un déclin, à une longue agonie en plongeant la société dans une barbarie croissante.

C'est cette erreur consistant à nier toute possibilité d'expansion du capitalisme dans sa période de décadence qui explique les difficultés qu'a eues le CCI à comprendre la croissance et le développement industriel vertigineux de la Chine (et d'autres pays périphériques) après l'effondrement du bloc de l'Est. Bien que ce décollage industriel ne remette nullement en question notre analyse de la décadence du capitalisme [4], la vision suivant laquelle il n'y aurait aucune possibilité de développement des pays du Tiers-Monde dans la période de décadence ne s'est pas vérifiée. Cette erreur, soulignée par le Congrès, nous a conduits à ne pas envisager le fait que la faillite du vieux modèle autarcique des pays staliniens pourrait ouvrir de nouveaux débouchés, jusqu'alors gelés, aux investissements capitalistes [5] (y compris l'intégration dans le salariat d'une masse énorme de travailleurs qui vivait auparavant en dehors des rapports sociaux directement capitalistes et qui ont été soumis à une surexploitation féroce).

Concernant la question des tensions impérialistes, le Congrès a mis en évidence que le CCI a développé en général un cadre d'analyse très solide que ce soit à l'époque de la guerre froide entre les deux blocs rivaux ou après l'effondrement de l'URSS et des régimes staliniens. Notre analyse du militarisme, de la décomposition du capitalisme et de la crise dans les pays de l'Est nous a permis de percevoir les failles qui allaient conduire à l'effondrement du bloc de l'Est. Le CCI a ainsi été la première organisation à avoir prévu la disparition des deux blocs, celui dirigé par l'URSS et celui dirigé par les États-Unis, de même que le déclin de l'hégémonie américaine et le développement de la tendance au "chacun pour soi" sur la scène impérialiste avec la fin de la discipline des blocs militaires [6].

Si le CCI a été en mesure d'appréhender correctement la dynamique des tensions impérialistes, c'est parce qu'il a pu analyser l'effondrement spectaculaire du bloc de l'Est et des régimes staliniens comme manifestation majeure de l'entrée du capitalisme dans la phase ultime de sa décadence : celle de la décomposition. Ce cadre d'analyse fut la dernière contribution que notre camarade MC [7] a léguée au CCI pour lui permettre d'affronter une situation historique inédite et particulièrement difficile. Depuis plus de 20 ans, la montée du fanatisme et de l'intégrisme religieux, le développement du terrorisme et du nihilisme, la multiplication des conflits armés et leur caractère de plus en plus barbare, le resurgissement des pogroms (et, plus généralement, d'une mentalité de recherche de "boucs émissaires), ne font que confirmer la validité de ce cadre d'analyse.

Bien que le CCI ait compris comment la classe dominante a pu exploiter l'effondrement du bloc de l'Est et du stalinisme pour retourner cette manifestation de la décomposition de son système contre la classe ouvrière en déchainant ses campagnes sur la "faillite du communisme", nous avons largement sous-estimé la profondeur de leur impact sur la conscience du prolétariat et sur le développement de ses luttes.

Nous avons sous-estimé le fait que l'atmosphère délétère de la décomposition sociale (de même que la désindustrialisation et les politiques de délocalisation dans certains pays centraux) contribue à saper la confiance en soi, la solidarité du prolétariat et à renforcer la perte de son identité de classe. Du fait de cette sous-estimation des difficultés de la nouvelle période ouverte avec l'effondrement du bloc de l'Est, le CCI a eu tendance à garder l'illusion que l'aggravation de la crise économique et des attaques contre la classe ouvrière allait nécessairement, et de façon mécanique, provoquer des "vagues de luttes" qui vont se développer avec les mêmes caractéristiques et sur le même modèle que celles des années 1970-80. En particulier, bien qu'ayant salué à juste raison le mouvement contre le CPE en France et des Indignés en Espagne, nous avons sous-estimé les énormes difficultés auxquelles se confronte aujourd'hui la jeune génération de la classe ouvrière pour développer une perspective à ses luttes (notamment le poids des illusions démocratiques, la peur et le rejet du mot "communisme", le fait que cette génération n'a pas pu bénéficier de la transmission de l'expérience vivante de la génération de travailleurs, aujourd'hui retraités, qui avaient participé aux combats de classe des années 1970 et 1980). Ces difficultés n'affectent pas seulement la classe ouvrière dans son ensemble mais également les jeunes éléments en recherche qui veulent s'engager dans une activité politisée.

L'isolement et l'influence négligeable du CCI (comme de tous les groupes historiques issus de la Gauche communiste) dans la classe ouvrière depuis quatre décennies, et particulièrement depuis 1989, révèlent que la perspective de la révolution prolétarienne mondiale est encore très éloignée. Lors de sa fondation, le CCI n'imaginait pas que 40 ans plus tard, la classe ouvrière n'aurait toujours pas renversé le capitalisme. Cela ne signifie nullement que le marxisme se serait trompé et que ce système est éternel. La principale erreur que nous avons commise et celle d'avoir sous-estimé la lenteur du rythme de la crise aiguë du capitalisme qui a ressurgi à la fin de la période de reconstruction du second après-guerre de même que les capacités de la classe dominante à freiner et accompagner l'effondrement historique du mode de production capitaliste.

Par ailleurs, le Congrès a mis en lumière que notre dernière crise interne (et les leçons que nous en avons tirées), a permis au CCI de commencer à se réapproprier clairement un acquis fondamental du mouvement ouvrier qui avait été mis en lumière par Engels : la lutte du prolétariat contient trois dimensions. Une dimension économique, une dimension politique et une dimension théorique. C'est cette dimension théorique que le prolétariat devra développer dans ses luttes futures pour pouvoir retrouver son identité de classe révolutionnaire, résister au poids de la décomposition sociale et mettre en avant sa propre perspective de transformation de la société. Comme l'affirmait Rosa Luxemburg, la révolution prolétarienne est avant tout un vaste "mouvement culturel" car la société communiste n'aura pas pour objectif la seule satisfaction des besoins matériels vitaux de l'humanité, mais également la satisfaction de ses besoins sociaux, intellectuels et moraux. À partir de la prise de conscience de cette lacune dans notre compréhension de la lutte du prolétariat (révélant une tendance "économiciste" et matérialiste vulgaire), nous avons pu non seulement identifier la nature de notre dernière crise mais également réaliser que cette crise "intellectuelle et morale" que nous avions déjà examinée lors de notre conférence extraordinaire de 2014 [8] dure en réalité depuis plus de 30 ans. Et cela du fait que le CCI a souffert d'un manque de réflexion et de discussions approfondies sur les racines de toutes les difficultés organisationnelles auxquelles il a été confronté depuis ses origines, et notamment depuis la fin des années 1980.

Le rôle du CCI comme "fraction d'une certaine façon"

Pour entamer un bilan critique des 40 ans d'existence du CCI, le Congrès a mis au centre de ses travaux la discussion non seulement d'un rapport d'activité générale mais aussi un rapport sur le rôle du CCI "en tant que fraction".

Notre organisation n'a jamais eu la prétention d'être un parti (et encore moins LE parti mondial du prolétariat).

Comme le soulignaient nos textes de fondation, *"l'effort de notre courant pour se constituer en pôle de regroupement autour des positions de classe s'inscrit dans un processus qui va vers la formation du parti au moment des luttes intenses et généralisées. Nous ne prétendons pas être un "parti""* [9]. Le CCI doit encore faire un travail comportant de nombreuses similarités avec celui d'une fraction, même s'il n'est pas une fraction.

En effet, il a surgi après une rupture organique avec les organisations communistes du passé et n'est pas issu d'une organisation pré-existante. Il n'y a donc aucune continuité organisationnelle avec un groupe particulier ou un parti. Le seul camarade (MC) qui venait d'une fraction du mouvement ouvrier issue de la IIIe Internationale, ne pouvait représenter la continuité d'un groupe, mais il était le seul "lien vivant" avec le passé du mouvement ouvrier. Parce que le CCI n'est pas enraciné ou sorti d'un parti qui avait dégénéré, trahi les principes prolétariens et était passé dans le camp du capital, il n'a pas été fondé dans le contexte d'un combat contre sa dégénérescence. La tâche première du CCI, du fait de la rupture de la continuité organique et de la profondeur de 40 ans de contre-révolution, était d'abord la réappropriation des positions des groupes de la Gauche communiste qui nous avaient précédés.

Le CCI devait donc se construire et se développer à l'échelle internationale en quelque sorte à partir de "zéro". Cette nouvelle organisation internationale devait apprendre "sur le tas" dans de nouvelles conditions historiques et avec une première génération de jeunes militants inexpérimentés, issue du mouvement estudiantin de Mai 68 et très fortement marquée par le poids de la petite bourgeoisie, de l'immédiatisme, de l'ambiance du "conflit des générations" et de la peur du stalinisme qui s'est particulièrement manifestée par une méfiance, dès le début, à l'égard de la centralisation.

Dès sa fondation, le CCI s'est réapproprié l'expérience des organisations du mouvement ouvrier du passé (notamment de la Ligue des communistes, de l'AIT, de *Bilan*, de la GCF) en se dotant des Statuts, des principes de fonctionnement qui font partie intégrante de sa plate-forme. Mais contrairement aux organisations du passé, le CCI ne se concevait pas comme une organisation fédéraliste composée d'une somme de sections nationales, ayant chacune des spécificités locales. En se constituant d'emblée en organisation internationale et centralisée, le CCI se concevait comme un corps uni internationalement. Ses principes de centralisation étaient le garant de cette unité de l'organisation.

"*Alors que pour Bilan et la GCF – étant donnée les conditions de la contre-révolution – il était impossible de grossir et de construire une organisation dans plusieurs pays, le CCI a entrepris la tâche de construire une organisation internationale sur la base de positions solides* (…) *En tant qu'expression du cours historique nouvellement ouvert à des affrontements de classe* (…), *le CCI a été international et centralisé internationalement dès le début, alors que les autres organisations de la Gauche communiste du passé étaient toutes confinées à un ou deux pays*" [10].

Malgré ces différences avec *Bilan* et la GCF, le Congrès a souligné que le CCI avait un rôle similaire à celui d'une fraction : celui de constituer un pont entre le passé (après une période de rupture) et le futur. "*Le CCI se définit lui-même ni comme un parti, ni comme un "parti en miniature", mais comme une "fraction d'une certaine façon""* [11]. Le CCI devait être un pôle de référence, de regroupement international et de transmission des leçons de l'expérience du mouvement ouvrier du passé. Il devait aussi se garder de toute démarche dogmatique, en sachant faire une critique, quand c'était nécessaire, des positions erronées ou devenues obsolètes, pour aller au-delà et continuer à faire vivre le marxisme.

La réappropriation des positions de la Gauche communiste dans le CCI a été entreprise relativement rapidement même si son assimilation a été marquée dès le début par une grande hétérogénéité. *"Réappropriation ne voulait pas dire que nous étions arrivés à la clarté et à la vérité une fois pour toute, que notre plate-forme était devenue "invariante"* (…) *Le CCI a modifié sa plate-forme au début des années 1980 après un débat intense"* [12]. C'est sur la base de cette réappropriation que le CCI a pu faire des élaborations théoriques à partir de l'analyse de la situation internationale (par exemple, la critique de la théorie de Lénine des "maillons faibles" après la défaite de la grève de masse en Pologne en 1980 [13], l'analyse de la décomposition comme phase ultime de la décadence du capitalisme annonçant l'effondrement de l'URSS) [14].

Dès le début, le CCI a adopté la démarche de *Bilan* et la GCF qui ont insisté tout au long de leur existence sur la nécessité d'un débat international (même dans les conditions de répression, du fascisme et de la guerre) visant à la clarification des positions respectives des différents groupes en s'engageant dans des polémiques sur les questions de principe. Tout de suite après la fondation du CCI en janvier 1975, nous avons repris cette méthode en engageant de nombreux débats publics et polémiques, non pas en vue d'un regroupement précipité mais pour favoriser la clarification.

Depuis le début de son existence, le CCI a toujours défendu l'idée qu'il existe un "milieu politique prolétarien" délimité par des principes et s'est attaché à jouer un rôle dynamique dans le processus de clarification au sein de ce milieu.

La trajectoire de la Gauche communiste d'Italie a été marquée, du début à la fin, par des combats permanents pour la défense des principes du mouvement ouvrier et du marxisme. Cela a été également une préoccupation permanente du CCI tout au long de son existence que ce soit dans les débats polémiques à l'extérieur ou dans les combats politiques que nous avons dû mener à l'intérieur de l'organisation, en particulier lors de situations de crise.

Bilan et la GCF étaient convaincus que leur rôle était également la "formation des cadres". Bien que ce concept de "cadres" soit très contestable et puisse prêter à confusion, leur principale préoccupation était parfaitement valable : il s'agissait de former la future génération de militants en lui transmettant les leçons de l'expérience historique afin qu'elle puisse reprendre le flambeau et poursuivre le travail de la génération précédente.

Les fractions du passé n'ont pas disparu uniquement à cause du poids de la contre-révolution. Leurs analyses erronées de la situation historique ont également contribué à leur disparition. La GCF s'est dissoute suite à l'analyse, qui ne s'est pas vérifiée, de l'éclatement imminent et inéluctable d'une troisième guerre mondiale. Le CCI est l'organisation internationale qui a la plus longue durée de vie de l'histoire du mouvement ouvrier. Il existe encore, 40 ans après sa fondation. Nous n'avons pas été balayés par nos différentes crises. Malgré la perte de nombreux militants, le CCI a réussi à maintenir la plupart de ses sections fondatrices et à constituer de nouvelles sections permettant la diffusion de notre presse dans différentes langues, pays et continents.

4) Voir notamment notre article "Ressorts, contradictions et limites de la croissance en Asie de l'Est" (http ://fr.internationalism.org/ICConline/2008/crise_economique_Asie_Sud_est.htm).

5) Cette analyse fait l'objet à l'heure actuelle d'une discussion et d'un approfondissement au sein de notre organisation.

6) Voir notamment notre article "Après l'effondrement du bloc de l'Est, déstabilisation et chaos" dans la *Revue Internationale* nº 61 (http ://fr.internationalism.org/rinte61/est.htm).

7) Gauche communiste de France : petit groupe formé sur les positions de la Fraction italienne de la Gauche communiste suite à l'auto-dissolution de celle-ci en mai 1945. Il a publié 46 numéros de sa revue Internationalisme jusqu'en 1952. Lire aussi notre "Complément au bilan du XXIe congrès du CCI : Marc Chirik, une contribution inestimable au mouvement ouvrier" publié ci-contre.

8) Voir notre article sur cette conférence extraordinaire dans la *Revue internationale* nº 153.

9) *Revue internationale* nº 1, "Bilan de la conférence internationale de fondation du CCI".

10) Rapport sur le rôle du CCI comme "fraction" présenté au Congrès.

11) *Idem*.

12) *Idem*.

13) Voir nos documents publiés dans la *Revue internationale* :
– "Les conditions historiques de la généralisation de la lutte de la classe ouvrière" (*Revue* n° 26) (http ://fr.internationalism.org/rinte26/generalisation.htm#_ftnref2) ;
– "Le prolétariat d'Europe occidentale au centre de la généralisation de la lutte de classe" (*Revue* nº 31) (http ://fr.internationalism.org/rinte31/maillon_faible.htm) ;
– "Débat : a propos de la critique de la théorie du "maillon le plus faible"" (*Revue* n° 37) (http ://fr.internationalism.org/rinte37/debat.htm).

14) Voir dans la *Revue Internationale* nº 62, "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", point 13 (http ://fr.internationalism.org/rinte62/decompo.htm).

(suite page 6)

suite de la page 5

40 ans après la fondation du CCI

Cependant, le Congrès a mis en évidence, de façon lucide, que le CCI est encore sous le poids du fardeau des conditions historiques de ses origines. Du fait de ces conditions historiques défavorables, il y a eu en notre sein une génération "perdue" après 1968 et une génération "manquante" (à cause de l'impact prolongé des campagnes anti-communistes après l'effondrement du bloc de l'Est). Cette situation a constitué un handicap pour consolider l'organisation dans son activité sur le long terme. Nos difficultés ont encore été aggravées depuis la fin des années 1980 par le poids de la décomposition qui affecte l'ensemble de la société, y compris la classe ouvrière et ses organisations révolutionnaires.

De la même façon que *Bilan* et la GCF ont eu la capacité de mener le combat "contre le courant", le CCI, pour pouvoir assumer son rôle de pont entre le passé et le futur, doit aujourd'hui développer ce même esprit de combat en sachant que nous sommes également à "contre-courant", isolés et coupés de l'ensemble de la classe ouvrière (comme les autres organisations de la Gauche communiste). Même si nous ne sommes plus dans une période de contre-révolution, la situation historique ouverte depuis l'effondrement du bloc de l'Est et les très grandes difficultés du prolétariat à retrouver son identité de classe révolutionnaire et sa perspective (de même que toutes les campagnes bourgeoises pour discréditer la Gauche communiste) ont renforcé cet isolement. "*Le pont auquel nous devons contribuer sera celui qui passe au-dessus de la génération "perdue" de 1968 et au-dessus du désert de la décomposition vers les futures générations*" [15].

Les débats du Congrès ont souligné que le CCI, au fil du temps (et notamment depuis la disparition de notre camarade MC qui est survenue peu après l'effondrement du stalinisme), a grandement perdu de vue qu'il doit continuer le travail des fractions de la Gauche communiste. Cela s'est manifesté par une sous-estimation que notre tâche principale est celle de l'approfondissement théorique [16] (qui ne doit pas être laissé à quelques "spécialistes") et de la construction de l'organisation à travers la formation de nouveaux militants en leur transmettant la culture de la théorie. Le Congrès a fait le constat que le CCI a échoué à transmettre aux nouveaux camarades, au cours des 25 dernières années, la méthode de la Fraction. Au lieu de leur transmettre la méthode de construction sur le long terme d'une organisation centralisée, nous avons tendu à leur transmettre la vision du CCI comme un "mini parti" [17] dont la tâche principale serait l'intervention dans les luttes immédiates de la classe ouvrière.

À l'époque de la fondation du CCI, une responsabilité immense reposait sur les épaules de MC qui était le seul camarade qui pouvait transmettre à une nouvelle génération la méthode du marxisme, de construction de l'organisation, de défense intransigeante de ses principes. Il y a aujourd'hui au sein de l'organisation beaucoup plus de militants expérimentés (et qui étaient présents lors de la fondation du CCI), mais il existe toujours un danger de "rupture organique" étant donné nos difficultés à faire ce travail de transmission.

En fait, les conditions qui ont présidé à la fondation du CCI ont constitué un énorme handicap pour la construction de l'organisation sur le long terme. La contre-révolution stalinienne a été la plus longue et la plus profonde de toute l'histoire du mouvement ouvrier. Jamais auparavant, depuis la Ligue des Communistes, il n'y avait eu de discontinuité, de rupture organique entre les générations de militants. Il y a toujours eu un lien vivant d'une organisation à l'autre et le travail de transmission de l'expérience n'a jamais reposé sur les épaules d'un seul individu. Le CCI est la seule organisation qui ait connu cette situation inédite. Cette rupture organique qui s'étend sur plusieurs décennies constituait une faiblesse très difficile à surmonter et elle a été encore aggravée par la résistance de la jeune génération issue de Mai 68 à "apprendre" de l'expérience de la génération précédente. Le poids des idéologies de la petite bourgeoisie en révolte, du milieu estudiantin contestataire et fortement marqué par le "conflit des générations" (du fait que la génération précédente était justement celle qui avait vécu au plus profond de la contre-révolution) a renforcé encore le poids de la rupture organique avec l'expérience vivante du mouvement ouvrier du passé.

Évidemment, la disparition de MC, au tout début de la période de décomposition du capitalisme, ne pouvait que rendre encore plus difficile la capacité du CCI à dépasser ses faiblesses congénitales.

La perte de la section du CCI en Turquie a été la manifestation la plus évidente de ces difficultés à transmettre à de jeunes militants la méthode de la Fraction. Le Congrès a fait une critique très sévère de notre erreur consistant à avoir intégré de façon prématurée et précipitée ces ex-camarades alors qu'ils n'avaient pas réellement compris les Statuts et les principes organisationnels du CCI (avec une très forte tendance localiste, fédéraliste, consistant à concevoir l'organisation comme une somme de sections "nationales" et non comme un corps uni et centralisé à l'échelle internationale).

Le Congrès a également souligné que le poids de l'esprit de cercle (et des dynamiques de clans) [18] qui fait partie des faiblesses congénitales du CCI, a constitué un obstacle permanent à son travail d'assimilation et de transmission des leçons de l'expérience du passé aux nouveaux militants.

Les conditions historiques dans lesquelles le CCI a vécu ont changé depuis sa fondation. Pendant les premières années de notre existence, nous pouvions intervenir dans une classe ouvrière qui était en train de mener des luttes significatives. Aujourd'hui, après 25 ans de quasi-stagnation de la lutte de classe au niveau international, le CCI doit maintenant s'attacher à une tâche semblable à celle de *Bilan* à son époque : **comprendre les raisons de l'échec de la classe ouvrière à retrouver une perspective révolutionnaire près d'un demi-siècle après la reprise historique de la lutte de classe à la fin des années 1960**.

"*Le fait que nous soyons presque seuls aujourd'hui à examiner des problèmes colossaux peut préjuger des résultats, mais non de la nécessité d'une solution.*" (*Bilan* n° 22, septembre 1935, "Projet de résolution sur les problèmes des liaisons internationales").

"*Ce travail ne doit pas porter seulement sur les problèmes que nous avons besoin de résoudre aujourd'hui pour établir notre tactique mais sur les problèmes qui se poseront demain à la dictature du prolétariat*" (*Internationalisme* n° 1, janvier 1945, "Résolution sur les tâches politiques").

CCI, décembre 2015

Seconde partie à paraître dans notre prochain numéro ou d'ores et déjà sur notre site Internet.

15) *Idem*.

16) Cela ne signifie nullement que cet approfondissement ne soit pas d'actualité lors d'une période révolutionnaire ou de mouvements importants de la classe ouvrière où l'organisation peut exercer une influence déterminante sur le cours des combats de celle-ci. Par exemple, Lénine a rédigé son ouvrage théorique le plus important, *l'État et la révolution* au cours même des événements révolutionnaires de 1917. De même, Marx a publié *le Capital*, en 1867, alors que depuis septembre 1864 il était pleinement engagé dans l'action de l'AIT.

17) Cette notion de "mini parti" ou "parti en miniature" contient l'idée que même dans les périodes où la classe ouvrière ne mène pas des combats d'envergure une petite organisation révolutionnaire pourrait avoir un impact du même type (à une échelle plus réduite) qu'un parti au plein sens du terme. Une telle idée est en contradiction totale avec l'analyse développée par *Bilan* qui souligne la différence qualitative fondamentale entre le rôle d'un parti et celui d'une fraction. Il faut noter que la Tendance communiste internationaliste, qui pourtant se réclame de la Gauche communiste italienne, n'est pas claire sur cette question puisque sa section en Italie continue aujourd'hui de s'appeler "Partito comunista internazionalista".

18) Sur cette question, voir en particulier notre texte "La question du fonctionnement de l'organisation dans le CCI" publié dans la *Revue internationale* n° 109, et plus particulièrement le point 3.1.e, Les rapports entre militants (http ://fr.internationalism.org/rinte109/fonctionnement.htm).

Courrier de solidarité

À la mémoire de la camarade Bernadette !

Nous publions ci-contre la lettre de soutien de Internationalist Voice que nous avons reçu en hommage à la mémoire de notre camarade Bernadette disparue récemment. Nous tenons à souligner que nous sommes particulièrement sensibles à la solidarité qui nous est apportée, à ce témoignage qui exprime un des principes les plus nobles du combat de classe et *a fortiori* de celui qui doit animer les révolutionnaires. Nous partageons également la peine qui inévitablement affecte la classe ouvrière et ses combattants quand elle perd un des siens. Il s'agit bien, avec la disparition de notre camarade, d'une perte qui dépasse celle qui a été occasionnée pour le CCI. Nous ne pouvons donc que saluer et soutenir à notre tour les camarades qui poursuivent le même combat que le nôtre, celui que Bernadette avait mis au centre de sa vie, celui du communisme. Oui, nous devons le poursuivre avec la même passion et le même esprit de combat solidaire. C'est en effet, comme le soulignent les camarades, le "meilleur hommage qu'on puisse rendre à sa mémoire".

CCI

À la mémoire de la camarade Bernadette !

C'est une grande tristesse que le cœur d'une internationaliste, celui de la camarade Bernadette, se soit arrêté et que le Courant communiste international ait perdu un de ses membres. Le silence d'un internationaliste qui a lutté contre la barbarie du capitalisme est non seulement une perte pour le CCI, mais aussi pour la classe ouvrière, la Gauche Communiste et tous les internationalistes.

Camarade Bernadette : sans aucun doute tu serais d'accord avec nous pour dire que la persistance des principes prolétariens auxquels tu as cru et de la lutte contre la barbarie de la société capitaliste que tu as combattue est le meilleur hommage à ta mémoire.

Nous tenons à exprimer notre solidarité avec les camarades, la famille et tous les amis de Bernadette et notre détermination à poursuivre le travail révolutionnaire dans lequel elle croyait si passionnément.

Internationalist Voice
28 novembre 2015
www.internationalist.tk

suite de la page 3

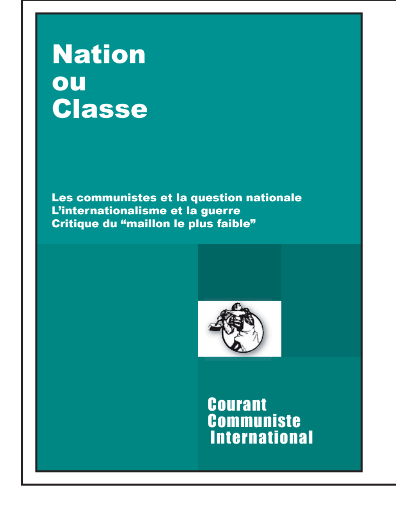
Les attentats et le Parti socialiste

ces sociales sur l'individu. Dans les relations internationales, la bourgeoisie représente une politique de guerre et d'annexions, dans la phase actuelle du système, la politique douanière et la guerre commerciale ; le prolétariat, en revanche, représente une politique de paix générale et de libre-échange. Dans le domaine de la sociologie et de la philosophie, les écoles bourgeoises et celle qui défend le point de vue du prolétariat sont en nette contradiction. Idéalisme, métaphysique, mysticisme, éclectisme sont représentatifs des classes possédantes et de leur vision du monde ; le prolétariat moderne a sa propre école, celle du matérialisme dialectique. Même dans le domaine des relations humaines prétendument universelles, de l'éthique, des opinions sur l'art, l'éducation : les intérêts, la vision du monde et les idéaux de la bourgeoisie d'une part, ceux du prolétariat conscient de l'autre constituent deux camps séparés l'un de l'autre par un abîme profond. (...) *Le fondement historique des mouvements nationaux modernes de la bourgeoisie n'est rien d'autre que l'aspiration au pouvoir de classe, ces aspirations trouvant leur expression dans une forme sociale spécifique : l'État capitaliste moderne, qui est "national" en ce qu'il permet à la bourgeoisie d'une nationalité donnée d'exercer sa domination sur toute la population mélangée de l'État.* (…) *Du point de vue des intérêts du prolétariat, les choses sont bien différentes.* (…) *La mission historique de la bourgeoisie est la création d'un État 'national' moderne ; mais la tâche historique du prolétariat est d'abolir cet État, en ce qu'il est une forme politique du capitalisme dans laquelle lui-même émerge en tant que classe consciente afin d'établir le système socialiste.*"

Il est aujourd'hui crucial de poursuivre cette réflexion théorique et profonde sur la question du nationalisme comme du patriotisme et ainsi de s'armer dans la lutte contre cette idéologie réactionnaire et suicidaire. Car la société est en train de peu à peu se décomposer ; l'individualisme, la peur de l'autre, le repli et la haine gagnent du terrain, y compris dans les rangs de la classe ouvrière. L'idéologie nationaliste est comme un poisson dans l'eau croupie de la décomposition du capitalisme.

C'est donc dans cet esprit de combat contre l'idéologie bourgeoise en général et, ici, contre son nationalisme en particulier que nous publions dans ce numéro de très larges extraits d'un livre fondamental du mouvement ouvrier sur la question nationale, celui d'Anton Pannekoek, *Lutte de classe et nation* (1912). De cette œuvre souffle le vent vivifiant de la conscience et de l'internationalisme prolétariens.

Javan, 10 janvier 2016



À LIRE SUR NOTRE SITE INTERNET

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros) + *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale (11 numéros)

France	18,5 €
Etranger	20,5 €
Par avion DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple
Revue internationale (4 numéros)

France	18,5 €
Etranger	17 €
Par avion DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 nos + 4 nos	
France	35 €
Etranger	38 €
Par avion DOM/TOM	38 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.



RÉUNIONS PUBLIQUES

Attentats à Paris

A bas le terrorisme ! A bas la guerre ! A bas le capitalisme !

Carnage, tuerie, etc. Les mots n'ont pas été assez forts pour exprimer l'horreur des attentats qui ont eu lieu vendredi 13 novembre 2015 à Paris. A travers les cibles visées, l'État islamique a volontairement voulu toucher la jeune génération, qui aime la vie, honnie par Daesh, comme le montre la façon dont ont été menés ces attentats.

La chute du mur de Berlin a marqué l'entrée du capitalisme dans une nouvelle phase de sa période de décadence: celle de la décomposition générale de la société. Le développement du chacun pour soi entre grandes puissances impérialistes, conséquence de l'effondrement des deux blocs Est et Ouest, a progressivement engendré le chaos, marqué par une multiplication des conflits impérialistes locaux, qui se caractérisent par l'instabilité des alliances et l'aspect sans fin et sans issue des combats, ont pour objectif de déstabiliser les États les plus faibles et provoquer leur effondrement poussant la logique des conflits à ravager des régions entières de la planète. Cela s'est concrétisé à l'Est dans les années 90, particulièrement dans les Balkans, par un émiettement des nations et des conflits sanglants, telle l'explosion de la Yougoslavie, du Caucase (Tchétchénie) jusqu'en Asie Centrale (Afghanistan) ou en Afrique (avec l'ex-Zaïre, la Corne de l'Afrique, etc.). La responsabilité des grandes puissances du monde capitaliste ne s'arrête pas à la seule déstabilisation des régions. Par leurs interventions militaires d'ordre stratégique ou plus simplement pour la défense d'intérêts sordides, elles sont bien souvent directement à l'origine de la création de toutes ces cliques meurtrières et obscurantistes, elles-mêmes aux services d'intérêts impérialistes locaux favorisant la montée des seigneurs de guerre et autres aventuriers mafieux, qu'elles ont cherché à instrumentaliser. Aujourd'hui, Daesh est une manifestation particulièrement révélatrice de cette dynamique suicidaire du capitalisme. Ce sont donc bien d'abord les grandes puissances qui déchaînent leur propre barbarie sur des nations capitalistes plus faibles et c'est cette même barbarie qui, finalement, échappe à leur contrôle et revient les frapper en plein cœur du système comme un boomerang.

Le fait que des jeunes soient embrigadés par Daesh pour commettre les pires crimes au nom d'une idéologie irrationnelle, nauséabonde et morbide montre que les attentats sur Paris ne sont pas un énième acte terroriste, ils révèlent une aggravation supplémentaire dans l'exacerbation des tensions impérialistes et dans la décomposition de la société capitaliste. Tirant les leçons des attentats du 7 janvier 2015 contre *Charlie hebdo*, l'État français a empêché cette fois-ci que puisse s'exprimer tout élan spontané de solidarité. Malgré tout, une brève tendance au rassemblement s'est manifestée. Cet élan fragile, du fait des faiblesses importantes de la classe ouvrière, peut, comme on l'a vu, être très facilement dévoyé sur le faux terrain du patriotisme et du nationalisme derrière la logique meurtrière des États les plus démocratiques. La seule véritable solidarité pour la classe ouvrière ne peut s'exprimer que de façon autonome, en dehors de toutes les influences de l'idéologie bourgeoise notamment aux moments des luttes ouvrières. Seule cette logique permettra de retrouver une identité politique de classe, la perspective historique d'une autre société.

LILLE
le **samedi 16 janvier**
à 15 h
MRES,
23 rue Gosselet

MARSEILLE
le **samedi 16 janvier**
à 15 h
Association Mille-Bâbords,
61, rue Consolât, métro Réformés

TOULOUSE
le **samedi 16 janvier**
à 15 h
Salle Duranti, 318
6, rue du Lieutenant-Colonel-Pélissier

PARIS
le **samedi 23 janvier**
à 15 h
CICP, 21 *ter* rue Voltaire
Métro Rue-des-Boulets (11e)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria
Ecrire à l'adresse postale
de *Révolution internationale*

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo
Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme
(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe
(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière
(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe
(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe
(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition
(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie
(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise
(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France
(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme
(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe
(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital
(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme
(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17
(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...
... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimé sur les presses de l'Imprimerie 34, Toulouse • Directeur de la publication : D. Van Celst • No de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

ANTON PANNEKOEK

Lutte de classe et nation (1912)

Alors que la bourgeoisie cherche à réactiver le sentiment national, nous publions ci-dessous des extraits d'une œuvre classique de la gauche germano-hollandaise, une des plus claires avec "La question nationale et l'autonomie" de Rosa Luxemburg, sur cette question vitale pour le prolétariat.

"LES NATIONS modernes sont intégralement le produit de la société bourgeoise ; elles sont apparues avec la production des marchandises, c'est-à-dire avec le capitalisme et leurs agents sont les classes bourgeoises. La production bourgeoise et la circulation des marchandises ont besoin de vastes unités économiques, de grands domaines dont elles unissent les habitants en une communauté à administration étatique unifiée. Le capitalisme développé renforce sans cesse la puissance étatique centrale ; il accroît la cohésion de l'État et le démarque nettement par rapport aux autres États. L'État est l'organisation de combat de la bourgeoisie. Dans la mesure où l'économie de la bourgeoisie repose sur la concurrence, sur la lutte avec ses semblables, les associations dans lesquelles elle s'organise doivent nécessairement lutter entre elles : plus le pouvoir d'État est puissant, plus grands sont les avantages auxquels aspire sa bourgeoisie. (…) L'étendue de l'État national et son développement capitaliste font qu'une extrême diversité de classes et de populations y coexistent. (…) La concurrence est le fondement de l'existence des classes bourgeoises. (…) La nation en tant que communauté solidaire constitue pour ceux qui en font partie une clientèle, un marché, un domaine d'exploitation où ils disposent d'un avantage par rapport aux concurrents d'autres nations. (...) La nation se présente à nous comme une puissante réalité dont nous devons tenir compte dans notre lutte. (...) La nation est une entité économique, une communauté de travail, y compris entre ouvriers et capitalistes. Car le capital et le travail sont tous deux nécessaires et doivent se conjuguer pour que la production capitaliste puisse exister. C'est une communauté de travail de nature particulière ; dans cette communauté, le capital et le travail apparaissent comme des pôles antagonistes ; ils constituent une communauté de travail de la même manière que les animaux prédateurs et leurs proies constituent une communauté de vie. (...) Plus les ouvriers prennent conscience de leur situation et de l'exploitation, plus fréquemment ils luttent contre les patrons pour l'amélioration des conditions de travail, plus les relations entre les deux classes se transforment en inimitié et en lutte. Il y a tout aussi peu de communauté entre eux qu'il peut s'en créer entre deux peuples qu'oppose constamment un conflit de frontière. Et plus les ouvriers se rendent compte du développement social et plus le socialisme leur apparaît comme le but nécessaire de leur lutte, plus ils ressentent la domination de la classe des capitalistes comme une *domination étrangère*, et par ce mot, on se rend compte à quel point la communauté de caractère s'estompe. (...) Peut-on imaginer plus antagonistes que les orientations de la volonté de la bourgeoise et du prolétariat ? (...) Toutes les autres classes s'enthousiasment ensemble pour ce qui fait la grandeur et la puissance extérieure de leur État national – le prolétariat combat toutes les mesures qui y conduisent. Les classes bourgeoises parlent de la guerre contre d'autres États pour accroître leur propre pouvoir – le prolétariat pense à la manière d'empêcher la guerre ou de trouver dans la défaite de son propre gouvernement l'occasion de sa propre libération. (...) Le prolétariat n'a rien à voir avec ce besoin de concurrence des classes bourgeoises, avec leur volonté de constituer une nation. (...) Sous la domination du capitalisme, la nation ne peut jamais être pour eux [les prolétaires] synonyme de monopole de travail. Et ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'on entend parler, chez des ouvriers rétrogrades (...) d'un désir de restreindre l'immigration. (...) Dans la lutte pour de meilleures conditions de vie, pour le développement intellectuel, pour la culture, pour une existence plus digne, les autres classes de leur nation sont les ennemis jurés des ouvriers alors que leurs camarades de classe allophones sont leurs amis et leurs soutiens. La lutte de classe crée dans le prolétariat une communauté internationale d'intérêts. Il ne peut donc être question pour le prolétariat d'une volonté de se constituer en nation par rapport aux autres nations qui serait fondée sur les intérêts économiques, sur sa situation matérielle. (...) Entre les travailleurs et la bourgeoisie une communauté de culture ne peut exister que superficiellement, en apparence et de façon sporadique. Les travailleurs peuvent bien lire en partie les mêmes livres que la bourgeoisie, les mêmes classiques et les mêmes ouvrages d'histoire naturelle, il n'en résulte aucune communauté de culture. Les fondements de leur pensée et de leur vision du monde étant totalement divergents, les travailleurs lisent dans ces œuvres *tout autre chose* que la bourgeoisie. Comme on l'a démontré plus haut, la culture nationale n'est pas suspendue dans l'air ; elle est l'expression de l'histoire matérielle de la vie des classes dont l'essor a créé la nation. Ce que nous trouvons exprimé dans Schiller et dans Goethe ne sont pas des abstractions de l'imagination esthétique, mais les sentiments et les idéaux de la bourgeoisie dans sa jeunesse, son aspiration à la liberté et aux droits de l'homme, sa manière propre d'appréhender le monde et ses problèmes. L'ouvrier conscient d'aujourd'hui a d'autres sentiments, d'autres idéaux et une autre vision du monde. Lorsqu'il est question dans sa lecture de l'individualisme de Guillaume Tell ou des droits des hommes, éternels et imprescriptibles, éthérés, la mentalité qui s'y exprime n'est pas la sienne, qui doit sa maturité à une compréhension plus profonde de la société et qui sait que les droits de l'homme ne peuvent être acquis que par la lutte d'une organisation de masse. Il n'est pas insensible à la beauté de la littérature ancienne ; c'est précisément son jugement historique qui lui permet de comprendre les idéaux des générations précédentes à partir de leur système économique. Il est à même de ressentir la force de ceux-ci et ainsi d'apprécier la beauté des œuvres dans lesquelles ils ont trouvé leur plus parfaite expression. Car le beau est ce qui embrasse et représente le plus parfaitement l'universalité, l'essence et la substance la plus profonde d'une réalité. À cela vient s'ajouter que, en beaucoup de points, les sentiments de l'époque révolutionnaire bourgeoise suscitent en lui un puissant écho ; mais ce qui trouve en lui un écho n'en trouve justement pas auprès de la bourgeoisie moderne. Cela vaut encore davantage en ce qui concerne la littérature radicale et prolétarienne. De ce qui enthousiasme le prolétaire dans les œuvres de Heine et de Freiligrath la bourgeoisie ne veut rien savoir. La lecture par les deux classes de la littérature dont elles disposent en commun est totalement différente ; leurs idéaux sociaux et politiques sont diamétralement opposés, leurs visions du monde n'ont rien en commun. Cela est vrai dans une beaucoup plus large mesure encore en ce qui concerne l'histoire. Ce que dans l'histoire la bourgeoisie considère comme les souvenirs les plus sublimes de la nation ne suscite dans le prolétariat conscient que haine, aversion ou indifférence. Rien n'indique ici la possession d'une culture commune. Seules les sciences physiques et naturelles sont admirées et honorées par les deux classes. Leur contenu est identique pour toutes deux. Mais combien différente de l'attitude des classes bourgeoises est celle du travailleur qui a reconnu en elles le fondement de sa domination absolue de la nature comme de son sort dans la société socialiste à venir. Pour le travailleur, cette vision de la nature, cette conception de l'histoire, ce sentiment de la littérature ne sont pas des éléments d'une culture nationale à laquelle il participe, mais sont des éléments de sa culture socialiste. Le contenu intellectuel le plus essentiel, les pensées déterminantes, la véritable culture des sociaux-démocrates allemands ne plongent pas leurs racines dans Schiller et dans Goethe, mais dans Marx et dans Engels. Et cette culture, issue d'une compréhension socialiste lucide de l'histoire et de l'avenir de la société, de l'idéal socialiste d'une humanité libre et sans classe, ainsi que de l'éthique communautaire prolétarienne, et qui par-là s'oppose dans tous ses traits caractéristiques à la culture bourgeoise, est internationale. Quand bien même elle diffère d'un peuple à l'autre par des nuances - tout comme la manière de voir des prolétaires varie selon leurs conditions d'existence et la forme de l'économie, quand bien même elle est, surtout là où la lutte des classes est peu développée, fortement influencée par les antécédents historiques propres à la nation, le contenu essentiel de cette culture est partout le même. Sa forme, la langue dans laquelle elle s'exprime, est différente, mais toutes les autres différences, même nationales, sont de plus en plus réduites par le développement de la lutte des classes et la croissance du socialisme. En revanche, la séparation entre la culture de la bourgeoisie et celle du prolétariat s'accroît sans cesse. (...) Ce que nous appelons les effets culturels de la lutte des classes, l'acquisition par le travailleur d'une conscience de soi, du savoir et du désir de s'instruire, d'exigences intellectuelles élevées, n'a rien à voir avec une culture nationale bourgeoise, mais représente la croissance de la culture socialiste. (...) Évidemment, cela ne veut pas dire que la culture bourgeoise, elle aussi, ne continuera pas à régner encore longtemps et puissamment sur l'esprit des travailleurs. Trop d'influences en provenance de ce monde agissent sur le prolétariat, volontairement et involontairement ; non seulement l'école, l'Église et la presse bourgeoise, mais toutes les belles lettres et les ouvrages scientifiques pénétrés de la pensée bourgeoise. Mais c'est de plus en plus fréquemment et de manière sans cesse élargie que la vie même et l'expérience propre triomphe dans l'esprit des travailleurs de la vision bourgeoise du monde. Et il doit en être ainsi. Car dans la mesure où celle-ci s'empare des tra-

(suite page 3)

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

– La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

– L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

– Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.